



Pour une belle rentrée 2007

Mr l'Inspecteur d'Académie

Au moment si particulier où se tient le CDEN, vous comprendrez que l'intersyndicale FSU, SGEN-CFDT et SE-UNSA et les parents de la FCPE expriment dans cette enceinte leur souhait de voir l'école publique progresser dans ses missions au service de tous les élèves, dans une région affectée par de trop nombreuses inégalités sociales, spatiales et scolaires.

C'est le sens des mesures d'apaisement que nous avons demandées à Mr Darcos et au Président élu, comme nous les avons demandées au Recteur de l'Académie et aux députés de la Région Alsace. Il s'agit de rompre avec la politique menée ces dernières années, en répondant de manière positive aux personnels et aux parents qui ont beaucoup lutté, en particulier pour l'abrogation du décret de Robien et le rétablissement des moyens supprimés.

l'intersyndicale FSU, SGEN-CFDT et SE-UNSA et les parents de la FCPE prennent acte avec satisfaction des succès de la lutte :

- abrogation du décret de Robien, abandon de la bivalence et des postes « à cheval » sur plusieurs établissements, restitution des 3 heures UNSS à tous les profs d'EPS, y compris les TZR.
- reconduction de tous les EVS dans le premier degré.
- abrogation de l'apprentissage junior.

Cependant, les moyens nécessaires à l'effectivité de ces mesures dans les établissements ne sauraient se réduire à des heures supplémentaires, ni au maintien du *statu quo* qui pénaliseraient les collègues et les chances d'une école de la réussite pour tous. Ce qu'il faut dans notre département, c'est au moins le rétablissement de tous les postes supprimés dans les collèges, les lycées et les BTS. l'intersyndicale FSU, SGEN-CFDT et SE-UNSA et les parents de la FCPE considèrent que la LOLF autorise le Recteur à utiliser les moyens supplémentaires obtenus par la lutte dans le BOP second degré pour fixer dans les établissements des BMP, ce qui permettrait d'annuler des mesures de carte scolaire et de laisser dans les collèges et les lycées les personnels qualifiés dont ils ont besoin. Dans cette perspective l'intersyndicale FSU, SGEN-CFDT et SE-UNSA et les parents de la FCPE demandent aussi un allongement des listes complémentaires aux concours afin de disposer dès la rentrée 2007 de personnels qualifiés. De même, l'intersyndicale FSU, SGEN-CFDT et SE-UNSA et les parents de la FCPE entendent que la suspension du dispositif de l'apprentissage junior entre bien dans les faits. Il convient, certes, pour les jeunes engagés dans ce cursus d'aller au bout mais, pas question, comme le souhaitent certains, de faire de l'Alsace un laboratoire de la régression. Nous espérons, Mr l'Inspecteur, que vous saurez faire valoir

l'intérêt des jeunes et du service public. Dans cet esprit, l'intersyndicale FSU, SGEN-CFDT et SE-UNSA et les parents de la FCPE expriment enfin, en accord avec l'écrasante majorité de la profession, son opposition aux expérimentations annoncées dans les écoles en vue de mettre en place des EPEP dans le 1^{er} degré.

Au-delà, il nous semble qu'il n'y aura pas de transformation de l'école sans revaloriser et faire évoluer les métiers de l'éducation, tous les métiers, afin de travailler autrement pour travailler mieux car l'éducation nécessite un travail en équipe avec des professionnels qualifiés et dont on respecte la qualification. Il s'agit de mieux les former au contact de la recherche, de faire évoluer leur temps de travail pour faciliter le travail en équipe et la prise en charge des élèves en difficulté, de payer leur qualification.

Mais, transformer l'école implique de s'attaquer vite et fort aux inégalités qui la minent : il faut une politique ambitieuse de l'éducation prioritaire qui compense vraiment les handicaps sociaux de certaines zones. C'est une priorité.

C'est pour cela que nous considérons que la suppression de la carte scolaire va dans le mauvais sens : faute d'une réduction des inégalités entre établissements et quartiers, elle ne peut qu'accroître les phénomènes que tous dénoncent aujourd'hui. La mixité sociale indispensable à une meilleure réussite de tous ne peut être assurée par un système de concurrence entre établissements, même si ce système est tempéré par des régulations.

De même, l'orientation ne doit pas se limiter à un système d'aiguillage vers le bon emploi mais doit aider le jeune à construire son projet et être associée à une offre diversifiée de formation sous statut scolaire au sein du service public d'éducation.

Enfin, il n'y aura pas d'école de la réussite avec un « socle commun » qui à la fois écarte certaines formations indispensables (éducation physique, éducation artistique...) et vise à opérer un tri social entre élèves. L'école de la réussite pour tous implique aussi une politique en faveur des handicapés.

Une telle ambition nécessite des moyens à la hauteur, avec une programmation des recrutements, des créations et une négociation sur les priorités dans leur utilisation : c'est indispensable car l'école ne peut fonctionner sans des professionnels qualifiés sur le terrain ; c'est aussi un signe politique pour donner confiance. Il faut aussi renouveler le dialogue social dans l'EN et l'Académie, nous prendre pour ce que nous sommes : des organisations représentatives légitimes et modifier le fonctionnement des organismes de concertation, y compris dans une optique de prévention des conflits. Enfin, je tiens à souligner la sensibilité de nos collègues à la situation des élèves "sans papiers" et de leurs familles : ils attendent un moratoire des expulsions et un réexamen des dossiers déposés à l'occasion de la circulaire de juin dernier.

Mr l'inspecteur, la mobilisation que nous avons menée depuis neuf mois accouche, et c'est heureux, d'une bonne nouvelle pour l'école de notre département qui retrouve quelques couleurs. Nous espérons que ce premier pas ne sera pas le dernier, et que l'hiver venu l'Education nationale ne se trouvera pas dépourvue.